15-AIDES AU DÉVELOPPEMENT

Lors de la négociation du traité de Rome, certains États membres ont obtenu que la Commission européenne établisse un régime d'association avec les PTOM, notamment pour promouvoir leur développement économique et social. La décision d'association d'outre-mer de 2001, révisée en 2007, est dotée d'un protocole financier, le Fonds Européen de Développement (FED). L'Union Européenne (UE) définit la stratégie de développement et les enveloppes du FED de chaque PTOM dans un document unique de programmation (DOCUP). La décision d'association des PTOM leur permet de bénéficier aussi des actions prévues par le budget général de l'UE comme les programmes thématiques (programmes d'éducation et formation comme ERASMUS, programmes en faveur des actions de recherche etc.).

La Banque Européenne pour l'Investissement (BEI) soutient la réalisation des objectifs de l'UE à travers des prêts, des prises de participation et des garanties pour des projets d'investissement sur ses propres ressources. À ce jour, la BEI accorde des financements bonifiés à hauteur de 39 millions d'euros en Nouvelle-Calédonie.

Sous le FED, l'UE débloque également des enveloppes financières au titre de la coopération régionale, notamment pour les programmes SCI-FISH sur la gestion des pêches hauturières ou TEP-VERTES sur les énergies renouvelables.

Pour la mise en œuvre du X^e FED, la Nouvelle-Calédonie a conçu un DOCUP, signé le 2 mars 2011, destiné à l'appui du secteur de la **formation professionnelle continue**, comme pour le IX^e FED. L'aide financière du IX^e FED représentait un montant total de 30,2 millions d'euros (3,6 milliards de FCFP). Le X^e FED représente 19,1 millions d'euros (2,3 milliards de FCFP). Cette aide financière est directement versée au budget de la Nouvelle-Calédonie.

Un des objectifs essentiels de la coopération entre la Nouvelle Calédonie et l'UE est de faire de la formation professionnelle un outil stratégique de développement durable et solidaire. Le document stratégique a pour objectifs d'évaluer les besoins en formation professionnelle, d'accompagner les bénéficiaires de la formation professionnelle, de réaliser des actions de formation professionnelle dans certains secteurs stratégiques et de développer la qualité de l'appareil de formation calédonien. L'objectif à terme est la promotion de l'emploi local, le progrès social et le rééquilibrage. Cette politique est mise en œuvre et suivie par la Direction de la Formation Professionnelle Continue (DFPC).

► **Pays et Territoires d'Outre-Mer (PTOM)**. Dispersés sur toute la planète, ils sont au nombre de 21.

- Douze PTOM britanniques : les Bermudes, Anguilla, Montserrat, les îles Vierges britanniques, les îles Caïman, Turks et Caïcos, les îles Falkland et Sandwich, Sainte-Hélène, Pitcairn, et également les territoires britanniques dans l'Antarctique et l'Océan indien ;
- Six PTOM français : Polynésie française, Nouvelle-Calédonie, Wallis et Futuna, les îles Crozet et Kerguelen, Mayotte avant départementalisation et Saint-Pierre-et-Miquelon ;
- Deux PTOM néerlandais : Aruba et les Antilles néerlandaises ; le vaste territoire autonome du Groenland, relevant du Royaume du Danemark.

Les PTOM ne font pas partie du territoire communautaire et leurs ressortissants ont la nationalité des États membres dont ils relèvent.

► **ERASMUS**. Erasmus vise à améliorer la qualité et à renforcer la dimension européenne de l'enseignement supérieur en encourageant la coopération transnationale entre les universités, en stimulant la mobilité européenne et en améliorant la transparence et la reconnaissance académique des études et des qualifications dans l'ensemble de l'Union.

► **Fond Européen pour le Développement (FED)**. Instrument principal de l'aide communautaire à la coopération au développement des PTOM et des États ACP (Afrique, Caraïbes et Pacifique). Ces pays sont signataires des accords de Lomé et de Cotonou, qui mettent en place principalement des préférences tarifaires et leur donnent accès au marché européen ainsi qu'à des fonds spéciaux destinés à garantir la stabilité des prix à l'achat pour les produits agricoles et miniers. Le FED, financé par les contributions des États membres, est soumis à ses propres règles financières et dirigé par un comité spécifique. Le FED est composé de plusieurs instruments, notamment l'aide non remboursable, les capitaux à risque et prêts au secteur privé. Les instruments Stabex et Sysmin, visant à aider respectivement les secteurs agricole et minier, ont été supprimés par l'accord de partenariat signé à Cotonou en juin 2000 (révisé en 2005). Cet accord a également rationalisé les instruments du FED et introduit un système de programmation glissante permettant plus de flexibilité et accordant une responsabilité plus importante aux États ACP. Depuis la conclusion de la première convention de partenariat en 1964, les cycles des FED suivent, en général, ceux des accords/conventions de partenariat. Chaque FED est conclu pour une période d'environ cinq ans.

► **Formation professionnelle continue**. Voir 8.6.

SOURCES [1] Délégation de la Commission Européenne. [2] Gouvernement de la Nouvelle-Calédonie, service de la coopération régionale.

VOIR AUSSI

Commission Européenne : www.europa.eu

Décision d'association outre-mer 2001/822/CE du 27 novembre 2001, du Conseil des ministres, relative à l'association des PTOM à la Communauté Européenne

Relations de l'Union Européenne avec les PTOM et Document unique de programmation de la Nouvelle-Calédonie pour le X^eème FED : www/ec.europa.eu/europeaid/where/octs-and-greenland/index

15-AIDES AU DÉVELOPPEMENT

Les interventions financières de l'État en Nouvelle-Calédonie prennent plusieurs formes : d'une part, les **dépenses directes de l'État** vers les ménages et les administrations, d'autre part, les contrats de développement et d'agglomération et enfin, le dispositif de défiscalisation.

Pour accompagner le développement économique et social, l'État conclut, depuis 1990, avec les provinces et la Nouvelle-Calédonie, des **contrats de développement** pluriannuels qui s'inscrivent dans les orientations retenues par le schéma d'aménagement et de développement. Les contrats de développement ont notamment permis de financer la construction de logements sociaux, d'infrastructures pour les Jeux du Pacifique, l'extension de la piste de l'aéroport de Magenta, etc. Depuis 1993, le Nord est une priorité des contrats de développement : environ 30% des financements de l'État lui sont dédiés (28% pour la période 2011-2015), principalement pour des actions en faveur de l'habitat social, d'infrastructures routières et d'adduction d'eau potable.

Par ailleurs, des **contrats d'agglomération** sont également conclus entre l'État et les communes de Grand Nouméa pour accompagner le développement de l'agglomération (habitat, adduction d'eau, assainissement...) et le développement social et urbain (insertion, prévention de la délinquance...).

La **défiscalisation** locale est encadrée par une loi nationale, la "loi Girardin", et une loi du pays, la "loi Frogier". Grâce à la loi Girardin, les investisseurs métropolitains (personnes physiques ou entreprises) peuvent investir dans les DOM-TOM dans un certain nombre de secteurs éligibles. L'entreprise peut déduire son investissement de sa base imposable à l'impôt sur les sociétés, tandis que les personnes physiques bénéficient d'une réduction d'impôt de 50 % du montant de l'investissement dans le cas d'un investissement productif.

Le **logement** est un des secteurs prioritaires pour l'État depuis plusieurs années. Il représente 44% des investissements accordés par l'État au titre de la défiscalisation en 2010, et 26% des financements programmés par l'État pour la période 2011-2015. D'autres projets ont bénéficié de la défiscalisation, comme la téléphonie 3G, l'usine du Nord, le complexe touristique de Gouaro Deva ou le renouvellement de la flotte de bus du GIE Karuïa.

► **Dépenses de l'État.** Voir rubrique 14.2.

► **Contrats de développement.** Prévus par les articles 84 et 85 de la loi référendaire n°88-1028 du 9 novembre 1988, les 1^{ers} contrats de développement ont été signés par l'État et les provinces pour la période 1990-1992 ; les 2^{es}, pour 1993-1997, ont été prolongés par avenants en 1998 et 1999 ; les 3^{es} contrats, pour 2000-2004, ont été prolongés par avenants en 2005 ; les contrats de 2006-2010 ont été suivis par ceux de 2011-2015, signés entre le 21 janvier et le 19 novembre 2011.

► **Contrat d'agglomération.** Le contrat de ville, conclu entre l'État et la commune de Nouméa pour la période 1993-1997, a été prolongé par deux avenants, en 1998 et 1999, qui l'ont également étendu aux communes de Dumbea, Mont-Dore et Païta. Il est devenu contrat d'agglomération à partir de 2000.

► **Défiscalisation.** Ce terme est utilisé pour caractériser une loi d'incitation fiscale à l'investissement. La loi Pons a été adoptée en 1986 en vue d'accroître les investissements des contribuables métropolitains dans les départements et territoires d'outre-mer. Initialement en vigueur de 1986 à 2000, elle a été prolongée dans son application pour la période 2001-2006 sous le nom de "loi Paul", puis profondément remaniée en 2003 sous le nom de "loi Girardin". La loi Girardin, dont la base juridique est la loi de programme pour l'outre-mer n°2003-660 du 21 juillet 2003, vise à soutenir les investissements outre-mer. Elle a porté le dispositif de la loi Paul à 15 ans (soit jusqu'au 31 décembre 2017), a augmenté le nombre de secteurs éligibles, modifié le seuil d'agrément obligatoire et autorisé la "double défiscalisation".

► **Loi Frogier.** La loi du pays n°2002-019 du 29 avril 2002, dite "loi Frogier", a institué un dispositif d'encouragement à l'investissement dans certains domaines économiques jusqu'au 31 décembre 2006. Elle comporte deux volets : le 1^{er} ouvre droit à un crédit d'impôts ; le 2nd permet la création d'un partenariat entre une entreprise souhaitant réaliser un investissement et des bailleurs de fonds ayant un fort potentiel fiscal. Il ouvre droit à un crédit d'impôt et peut s'articuler avec le régime fiscal métropolitain de la "loi Girardin", permettant ainsi une "double défiscalisation".

► **Logement.** Voir 7.5.

SOURCE [1] Haut-Commissariat de la République en Nouvelle-Calédonie.

VOIR AUSSI

Haut-commissariat : www.nouvelle-caledonie.gouv.fr

Loi de programme pour l'outre-mer n°2003-660 du 21 juillet 2003, dite "loi Girardin" : www.legifrance.gouv.fr

Loi du pays n°2002-019 du 29 avril 2002, dite "loi Frogier" : www.juridoc.gouv.nc

15-AIDES AU DÉVELOPPEMENT

Depuis 1988, le développement économique est de compétence provinciale. Les provinces ont deux types d'intervention pour agir en ce sens : d'une part, à travers les sociétés d'économie mixte (SEM) et d'autre part, via les subventions provinciales. En l'application de l'article 139 de la loi du 22 janvier 1989, portant statut du territoire, trois SEM ont été créées, qui ont chacune clairement orienté leurs interventions autour de pôles précis. Pour Promosud, société de développement de la province Sud, le premier grand projet auquel elle a ainsi participé est la création de l'hôtel le Méridien. Elle intervient également dans le secteur aquacole, dans celui de l'environnement et des énergies renouvelables et elle détient des participations importantes dans le secteur minier, notamment Eramet et la SLN au travers de la STCPI. Pour la Sofinor, société de financement et d'investissement de la province Nord, la priorité se concentre sur le secteur du nickel : elle intervient notamment dans le capital de la SLN et d'Eramet, via la SCTPI, et dans celui de Koniambo Nickel SAS, via la SMSP. La Sofinor apporte également son soutien au tourisme et à l'aménagement de la zone VKP, par la préparation de zones artisanales, industrielles et tertiaires, pour permettre l'implantation de nouvelles entreprises. Pour la Sodil, société de développement et d'investissement de la province îles Loyauté, le financement de projets s'effectue en priorité dans le transport, l'hôtellerie et la pêche.

Les provinces détiennent entre 68 et 80% du capital de ces SEM, le solde étant principalement détenu par les banques de la place et l'ICAP.

L'action économique des provinces passe également par leurs codes de développement et/ou d'investissement. Ainsi, chaque province a adopté un code (de développement et/ou d'investissement) spécifique qui recense les dispositions générales et les modalités d'application de leurs régimes d'aides respectifs. La province Sud a complété son dispositif d'aides avec la délibération modifiée n°06-97 du 16 mai 1997 portant aide à la création de micro-entreprises et à diverses mesures d'incitation au développement économique. Ainsi, les entreprises peuvent bénéficier d'aides financières, sous des conditions d'éligibilité propres à chaque province. En 2010, 580 millions de FCFP de subventions ont ainsi été versés par la province Sud, contre 218 millions de FCFP cinq ans avant, 452 millions de FCFP par la province Nord (+11% par rapport à 2005) et 171 millions de FCFP par la province des îles Loyauté (+62%).

► **Sociétés d'Économie Mixte (SEM).** La Société d'Économie Mixte est une société associant des partenaires privés et publics, la part de l'actionariat public ne pouvant dépasser 80%. Les trois SEM évoquées dans cette rubrique permettent aux provinces d'agir directement en faveur du développement économique et notamment :

- de financer, mais aussi d'accompagner et de piloter des projets dits structurants grâce à leur représentation aux conseils d'administration des entreprises ;
- de bénéficier d'une grande autonomie de gestion et de la souplesse des règles du secteur privé ;
- de renforcer la confiance des investisseurs privés en prenant des participations importantes dans des entreprises (il s'agit de fournir l'assurance que les pouvoirs publics continueront de soutenir leurs projets).

► **Nickel.** Voir chapitre 19.

► **ICAP.** Voir 15.4.

► **Codes de développement et/ou d'investissement.**

Il en existe un pour chaque province :

- **Code des aides financières à l'investissement de la province Sud.** Il s'adresse de façon générale aux principaux secteurs d'activités mais concerne prioritairement le tourisme et l'aquaculture. Le secteur des services marchands est également aidé, mais uniquement pour les entreprises situées hors du Grand Nouméa.
- **Code de développement de la province Nord.** Il institue des aides pour les infrastructures primaires, l'investissement, l'équipement, les contrats de licence de fabrication, l'accompagnement, la gestion, l'installation professionnelle, l'autofinancement de démarrage, l'acquisition de véhicules professionnels, la formation professionnelle, la création d'emploi et la recherche de débouchés personnels.
- **Code provincial d'aide au développement économique des îles Loyauté.** Il a pour objectif de favoriser l'émergence d'activités économiques tout en tenant compte des spécificités des îles. La province s'est dotée d'un ensemble de mesures pour les projets de développement : création ou extension d'activités, aides spécifiques par filière, aide aux entreprises dans le cadre de leurs activités, soutien aux entreprises pour assurer leur pérennité, mesures ponctuelles.

SOURCES [1] Province Sud : DEFE et DDR. [2] Province Nord, Direction du Développement Économique et de l'Environnement. [3] Province des îles Loyauté, Direction du Développement Économique.

VOIR AUSSI

Code des aides financières à l'investissement dans la province Sud : www.province-sud.nc

Code de développement de la province Nord : www.province-nord.nc

Code provincial d'aide au développement économique des îles Loyauté : www.province-iles.nc

Promosud : www.promosud.nc

Sofinor : www.sofinor.nc

Sodil : www.sodil.nc

Loi du pays n°2008-1 du 3 janvier 2008 relative au régime d'incitation fiscale à l'investissement : www.juridoc.gouv.nc

15-AIDES AU DÉVELOPPEMENT

Au-delà de l'Union européenne, de l'État et des provinces, d'autres organismes participent au développement économique et social de la Nouvelle-Calédonie. Ainsi, l'ICAP contribue au renforcement de la structure financière des entreprises par des prises de participation ou des apports en compte courant. Ces interventions peuvent être complétées par des mesures d'accompagnement et l'institut joue alors le rôle de conseil et d'appui aux entreprises. Le tourisme et la mine sont les deux secteurs prioritaires des opérations de l'ICAP.

L'AFD intervient au moyen d'une large palette d'instruments : prêts directs au secteur public et au secteur privé, gestion de participation dans certaines sociétés, financement et gestion d'une filiale immobilière, fonds de garantie... Après s'être beaucoup engagée en faveur de l'habitat social et du secteur privé en 2009, l'AFD se tourne désormais vers les collectivités locales et, dans une moindre mesure, vers le secteur privé.

L'Association pour le Droit à l'Initiative Économique (ADIE) a pour objectif de financer par des microcrédits, le démarrage ou le développement d'activités à caractère économique pour des personnes n'ayant pas accès aux crédits bancaires. Ces prêts sont parfois accordés en complément des aides des provinces, et sont essentiellement des microcrédits professionnels.

Parallèlement, des fonds de garantie ont été mis en place pour apporter des garanties complémentaires aux projets : le Fonds de Garantie pour les Micro-Projets Économiques (FGMPE) créé en 1989, qui a pour objet de faciliter l'octroi de crédits bancaires à de petits projets et plus récemment, le FGPS, les FGN et le FGIL. Enfin, à l'initiative de l'IEOM, le Fonds de Garantie Interbancaire de Nouvelle-Calédonie a été mis en place en 1982. Ce dernier est fédéré, au sein de la SOFOTOM, avec ceux de Wallis et Futuna et de Polynésie française.

L'Agence de Développement de la Nouvelle-Calédonie (ADECAL), créée en 1995, intervient pour la promotion des investissements en Nouvelle-Calédonie et les relations commerciales extérieures.

L'ADRAF poursuit la réforme foncière entreprise depuis 1978 et soutient les attributaires pour la mise en valeur du foncier coutumier. Elle contribue ainsi au développement et au rééquilibrage.

► **Institut Calédonien de Participation (ICAP).** Issu des *Accords de Matignon*, c'est une société d'État créée le 18 mai 1989, dans le cadre de la loi n°46-860 du 30 avril 1946. Il a pour mission de rendre possibles les projets dont la réalisation mènera au rééquilibrage économique entre le Grand Nouméa et le reste de la Nouvelle-Calédonie. Il compte comme actionnaires l'État, à hauteur de 52% par l'intermédiaire de l'AFD, les provinces se partageant le solde à parts égales.

► **Agence Française de Développement (AFD).** Établissement public à caractère industriel et commercial. Elle apporte son appui à la définition des politiques publiques et concourt au financement de projets dans les pays en développement et l'outre-mer français. En Nouvelle-Calédonie, les principaux secteurs d'interventions sont les collectivités locales, le logement social, le financement de secteurs clés de l'économie en terme d'infrastructures (port, aéroport, routes, réseau électrique, hôpitaux), de secteurs productifs (nickel, aquaculture) ou d'appui aux PME par l'intermédiaire du secteur bancaire traditionnel.

► **Fonds de Garantie de la Province Sud (FGPS).** Créé en 1999 ; FGN. Fonds de Garantie du Nord créé fin 2003 ; FGIL, Fonds de garantie pour le développement de la province îles Loyauté créé en 2005.

Ces fonds apportent une garantie complémentaire aux concours bancaires :

- pour le FGPS, en faveur d'entreprises réalisant des investissements en province Sud relevant du secteur productif tel que défini par son code des investissements ;
- pour le FGN, en faveur des petits et moyens projets économiques réalisés en province Nord, notamment sur les terres coutumières ;
- pour le FGIL, en faveur de toute personne physique ou morale porteuse d'un projet de développement dans les îles Loyauté.

► **ADRAF.** Voir 3.2.

SOURCES [1] ICAP. [2] AFD. [3] ADIE.

VOIR AUSSI

ICAP : www.icap.nc

AFD : www.afd.fr

ADIE : www.adie.org